



- *Seule la version orale fait foi*

Combattre deux centralisations : NON à la loi sur les médias

par Félicien Monnier, président de la Ligue vaudoise, président du Comité romand NON au train de mesures en faveur des médias

Mesdames et Messieurs,

Le train de mesures en faveur des médias consacre deux centralisations du pouvoir qui doivent être combattues.

La première est une centralisation politique. La nouvelle loi sur l'aide aux médias en ligne donne de nouveaux pouvoirs à la Confédération. Elle développe l'idée fausse que toute difficulté économique rencontrée par des entreprises suisses exige une réponse fédérale. D'une part, cela nie les particularités territoriales et linguistiques qui font un paysage médiatique. D'autre part, cela vide encore plus les souverainetés cantonales de leur substance. L'expérience montre que toute centralisation décourage les initiatives cantonales, lorsqu'elle ne les interdit pas.

Le projet fédéral tiendrait compte des régions linguistiques. Il ne le fait en réalité que très partiellement. De toute manière, c'est voir la chose à l'envers. Une telle perspective relègue la Suisse romande, sans même parler de la Suisse italienne, au statut de minorité à protéger, soumise au bon vouloir de la Berne fédérale et des groupes de presse zurichois.

Les paysages médiatiques alémanique et romand sont très différents. Le paysage romand est principalement composé de journaux cantonaux uniques, et d'une presse locale payante. En Suisse allemande chaque grande ville compte plusieurs titres, et le plateau suisse est constitué d'une myriade de titres gratuits.

La Confédération ne répartira sa manne qu'approximativement, tout en créant une usine à gaz technocratique. Quiconque lit le projet de loi l'entreverra tout de suite. Les Cantons maîtrisent le local et les besoins concrets. Ils agissent avec plus de flexibilité que la Confédération et moins de lourdeur. Paradoxalement, cette loi centralisatrice donnera de l'argent aux médias en ligne, mais appauvrira les terroirs politiques et culturels que ces mêmes médias devront traiter.

La seconde centralisation que cette loi consacre est une centralisation économique. En versant la majorité de l'argent aux grands éditeurs alémaniques, le train de mesures entérine l'idée que l'avenir de la presse suisse, en ligne ou non, se joue à Zurich.

Fake news

Enfin, un dernier mot, la loi prétend combattre les *fake news*. L'apparition et la production des *fake news* a plusieurs origines. On pourra citer le durcissement des idéologies, le retour de la politique de puissance des Etats, l'importance de certains intérêts économiques. Des choses sur lesquelles on n'a aucune prise directe.

Comité interpartis NON aux médias contrôlés

Conférence de presse du Comité romand du 13 janvier 2022



Les fake-news se répandent essentiellement par internet, dont elles profitent de l'anonymat. Les réseaux sociaux, les forums et des sites internet divers, propagent des informations non vérifiées. Ces canaux d'information échappent totalement au nouveau projet de loi, tout simplement parce qu'ils sont insaisissables. Le Conseil fédéral fait ici une promesse qu'il ne pourra pas tenir. La lutte contre les fake news est donc un échec assuré. Elle ne fait que préparer le terrain à de nouvelles dépenses et de nouvelles mesures étatiques.

Mais d'où vient le succès des fake news ?

Il réside, comme pour le complotisme, dans la défiance grandissante des citoyens pour leurs institutions. Or, selon le rapport annuel de l'EPFZ sur la sécurité, les médias rencontrent avec les partis politiques, et ce depuis 2007 l'indice de confiance le plus bas (5.5 sur 10 en 2021. 7.8 pour la police, correspondant à l'indice maximal ; Tibor SZVIRCSEV TRESCH, Andreas WENGER, Stefano DE ROSA, Thomas FERST, Céline GLOOR, Jacques ROBERT, *Security 2021, Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitische Meinungsbild im Trend*, ETHZ, Zurich 2021, p. 145).

Faire subventionner ces mêmes médias par l'Etat, nourrir avec l'argent du contribuable des groupes de presse cotés en bourse, aggravera cette rupture de confiance et dirigera encore plus de nos concitoyens vers ce qu'ils appellent des « informations alternatives ».

Seules des solutions locales, emmenées par les cantons, en phase avec leurs réalités culturelles, territoriales et politiques doivent être envisagées. Elles seules seront à même de soutenir une presse dont on attend qu'elle reste ancrée dans des communautés réelles. Les salaires de ceux qui écrivent ce qui se lit à Echallens ou aux Verrières ne doivent pas se décider à Berne et Zurich.

Comité romand NON aux médias contrôlés, Case postale 6724, 1002 Lausanne

<https://medias-train-de-mesures-non.ch> – info@medias-train-de-mesures-non.ch